

Unité départementale des Yvelines  
35 rue de Noailles  
Bâtiment B1  
78000 Versailles

Versailles, le 18/07/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 17/07/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

**SAINT-GOBAIN ABRASIFS**  
RUE DE L AMBASSADEUR  
78700 CONFLANS-SAINT-HONORINE

Code AIOT : 0006503241

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/07/2023 dans l'établissement SAINT-GOBAIN ABRASIFS implanté RUE DE L AMBASSADEUR 78700 CONFLANS-SAINT-HONORINE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

L'inspection s'est réalisée dans le cadre d'une réunion relative au suivi des travaux de dépollution de la fosse à déchet découverte en 2022.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SAINT-GOBAIN ABRASIFS
- RUE DE L AMBASSADEUR 78700 CONFLANS-SAINT-HONORINE
- Code AIOT : 0006503241
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société Saint Gobain Abrasifs exploite, sur le territoire de la commune de Conflans Ste Honorine, une usine de fabrication d'abrasifs appliqués sur papier ou toile de différentes formes (disques, brandes, rouleaux, ...).

Ses activités relèvent du régime de l'autorisation au titre de la réglementation des ICPE et de la

directive européenne n°2010/75/UE du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles, dite IED, au titre de la rubrique 3670 (Traitement de surface de matières, d'objets ou de produits à l'aide de solvants organiques).

Le rapport de réexamen IED du 19/11/21 est en cours d'instruction.

Les principaux enjeux du site sont liés à la présence de substances toxiques et/ou combustibles.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- avancement des travaux de dépollution.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Piézomètres	Arrêté Préfectoral du 07/09/2004, article 8.1 du chapitre I	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Lettre de suite préfectorale	6 mois
2	Elimination des déchets industriels spéciaux	Arrêté Préfectoral du 07/09/2004, article 4.3 du chapitre III	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Lettre de suite préfectorale	6 mois
3	Réexamen IED	Code de l'environnement du 11/01/2017, article R.515-70	/	Lettre de suite préfectorale	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les travaux de dépollution ne sont pas complètement terminés : la fosse doit encore être rebouchée, des déchets doivent encore être évacués vers des filières adaptées (recherche de l'exutoire en cours) et le réseau de surveillance de la qualité des eaux souterraines doit être complété.

Les documents transmis en juillet, septembre 2022 et octobre 2022 (mise à jour du réseau piézométrique, plan de gestion) sont en cours d'instruction et feront l'objet d'un retour spécifique.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Piézomètres

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 07/09/2004, article 8.1 du chapitre I
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Piézomètres
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>lors de la visite d'inspection du 19/05/2022</li> <li>type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale</li> </ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> Afin de surveiller la qualité de la nappe phréatique présente au droit du site, trois piézomètres doivent être mis en place sur le site, dans un délai de trois mois après la notification du présent

arrêté, dont deux à l'aval hydraulique des installations.

Leur implantation est faite à partir des conclusions de l'étude hydrogéologique remise à l'inspection des installations classées le 16 sept 2003 et doit permettre de contrôler le sens d'écoulement de la nappe et d'assurer la surveillance de la qualité de la nappe.

L'exploitant adresse, dans un délai d'un mois après la réalisation des piézomètres un plan d'implantation de ces ouvrages. Ces piézomètres doivent être cadenassés, protégés contre les chocs et les risques d'arrachement, facilement accessibles et aisément repérables.

#### Constats :

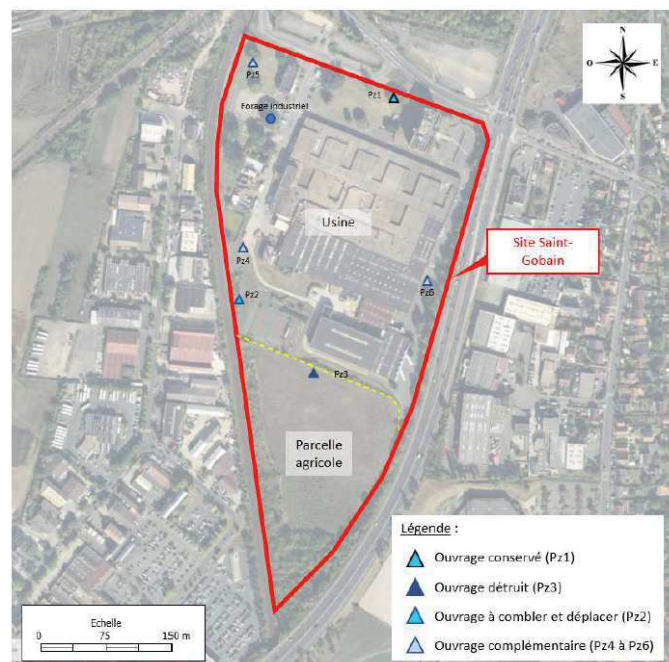
Lors de l'inspection précédente, il avait été relevé que :

- le piézomètre PZ1 ne disposait pas de plaque d'identification.
- le piézomètre PZ2 n'était pas cadenassé et ne disposait pas d'une plaque d'identification;
- le piézomètre PZ3 n'avait pas été retrouvé.

Par courriel du 12 juillet 2022, l'exploitant a transmis une offre concernant la mise à jour du réseau piézométrique, le plan de gestion et l'offre commerciale de gestion associée. Cette offre prévoit :

- la mise en place de 3 ouvrages de surveillance complémentaires ;
- la mise en place d'un étrier de protection autour du pz1 ;
- le comblement de pz2 qui doit être déplacé.

L'implantation prévisionnelle des ouvrages proposée est reprise ci-dessous :

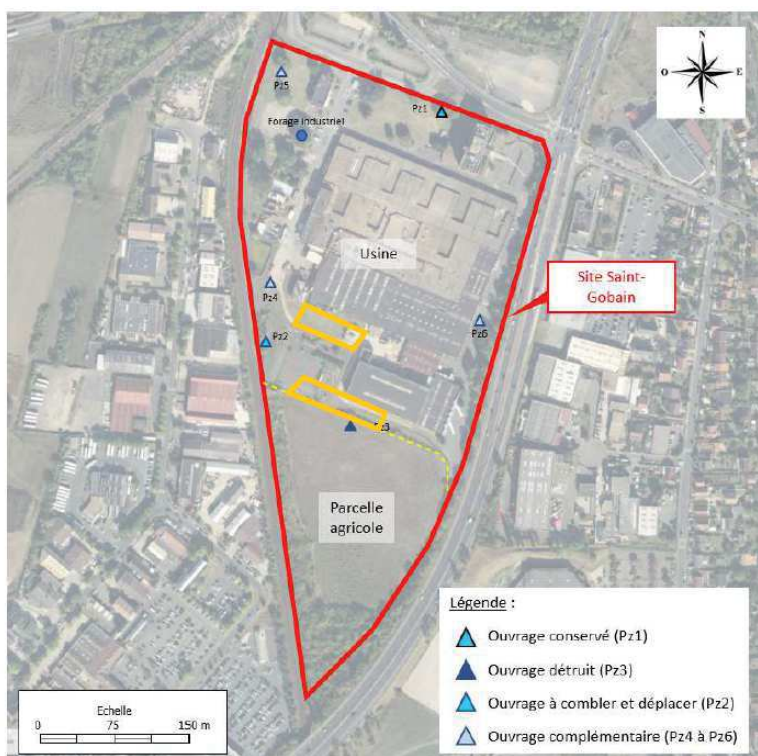


L'exploitant a indiqué que la commande avait été passée mais que les travaux ne seraient pas réalisés avant accord de l'inspection.

Considérant que le sens d'écoulement jusque-là mis en évidence (vers nord nord-ouest) est influencé par le captage et que la parcelle agricole au sud va être investie par des tiers, il apparaît que :

- les ouvrages Pz1, Pz2, PZ4, PZ5, PZ6 et le forage seraient considérés comme en aval (et aval latéral) ;
- le Pz3 n'ayant pas été retrouvé, aucun ouvrage ne serait disposé en amont de la pollution et permettrait de déceler une dispersion du panache vers le sud ;
- le Pz5 semble faire doublon par rapport au forage, qui est également utilisé pour la surveillance de la qualité des eaux souterraines.

Il serait pertinent d'étudier l'intérêt d'implanter des ouvrages au niveau des zones oranges identifiées sur le plan ci-dessous :



Conclusion : L'implantation doit être revue pour permettre la compréhension du comportement de la pollution et surveiller son extension, y compris vers le sud.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Lettre de suite préfectorale

**Proposition de délais :** 6 mois

## N° 2 : Elimination des déchets industriels spéciaux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 07/09/2004, article 4.3 du chapitre III
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Pollution
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 19/05/2022</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>L'élimination des déchets qui ne peuvent pas être valorisés, à l'intérieur de l'établissement ou de ses dépendances, est assurée dans des installations dûment autorisées ou déclarées à cet effet au titre du Titre 1er du livre V du code de l'environnement relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement. L'exploitant est en mesure d'en justifier l'élimination à l'inspection des installations classées. Il tiendra à sa disposition une caractérisation et une quantification de tous les déchets spéciaux générés par ses activités.</p> <p>Ne peuvent être éliminés en centre de stockage de classe 1 que les déchets industriels spéciaux cités dans les arrêtés ministériels du 18 décembre 1992 relatifs au stockage de certains déchets industriels spéciaux ultimes et stables.</p>
<b>Constats :</b> <p>Lors de la précédente inspection, il avait été demandé à l'exploitant de :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- estimer la date d'enfouissement des déchets en se basant notamment sur la période de production des abrasifs marqués par un logo en forme d'ours ;</li><li>- de procéder à l'élimination des déchets, une fois caractérisés, via des filières adaptées et autorisées. Les éléments de caractérisation, les quantités par typologie, devaient être transmis à l'inspection via le rapport d'expertise du bureau d'étude mandaté.</li></ul> <p>Par courriel du 09/09/22, l'exploitant a transmis un rapport de caractérisation des déchets et de la pollution, comprenant également un plan de gestion. L'instruction de ces documents est encore en cours et fera l'objet d'un retour spécifique.</p> <p>Lors de l'inspection, l'exploitant a présenté l'avancement des travaux. L'excavation des terres et résines au droit de la fosse à colle ainsi que leur stockage sur site avant évacuation ont été achevés. Il reste désormais à :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• évacuer les terres et résines stockés qui n'ont pas encore été acceptés dans les filières de valorisation (difficultés d'identification d'un exutoire adéquat du fait du taux de COT sur éluât mesuré) ;</li><li>• procéder au remblaiement de la fouille.</li></ul> <p>Le stockage des déchets avant leur évacuation a été réalisée sur un géotextile inférieur, puis sur une bâche de stockage étanche en PeHD enduits et recouvert d'un géotextile supérieur pour limiter l'envol de poussières. Les terres saines ont quant à elles été stockées en deux andains à même le sol.</p> <p>Ces conditions de stockage ont pu être observées par l'inspection. L'inspection a également pu constater que l'accès à la zone de chantier était sécurisé (affichage spécifique, barrières, ...).</p> <p>Conclusion : L'ensemble des déchets liés aux travaux de dépollution n'ont pas encore été évacués. L'exploitant devra justifier de leur évacuation vers les filières adaptées.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois



<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 11/01/2017, article R.515-70
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, IED
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>I. - Dans un délai de quatre ans à compter de la publication au Journal officiel de l'Union européenne des décisions concernant les nouvelles conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives à la rubrique principale mentionnées à l'article R. 515-61 :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les prescriptions dont sont assortis les arrêtés d'autorisation des installations ou équipements visés à l'article R. 515-58 sont réexaminées au regard des meilleures techniques disponibles, et en tenant compte, le cas échéant, des arrêtés pris en application de l'article L. 512-5. Elles sont, au besoin, actualisées pour assurer notamment leur conformité aux articles R. 515-67 et R. 515-68 ;</li> <li>- ces installations ou équipements doivent respecter lesdites prescriptions.</li> </ul> <p>[...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Conformément à l'article R. 515-70 du code de l'environnement, l'exploitant a déposé le 7 décembre 2021 un dossier de réexamen au titre de la Directive IED suite à la parution des conclusions sur les MTD associées au traitement de surface à l'aide de solvants organiques (STS) le 9 décembre 2020.</p> <p>Une demande de complément a été adressée à l'exploitant le 30 septembre 2022. Un délai de 4 mois a été accordé pour apporter des éléments complémentaires au dossier. Cette demande portait notamment sur le rapport de base et la réalisation d'une campagne de mesure de la qualité des eaux souterraines.</p> <p>Suite à la découverte de la fosse à déchet et à la mise en œuvre des travaux de dépollution, l'exploitant a sollicité des délais supplémentaires pour la restitution des compléments. Ces demandes ont été acceptées : les compléments de dossier sont attendus pour le 30 juillet 2023.</p> <p>A l'occasion de l'inspection et compte tenu de l'avancement des travaux, l'exploitant a exprimé l'impossibilité de rendre les compléments à cette date.</p> <p>Conclusion : Il est demandé à l'exploitant de transmettre, dans un premier temps, les éléments complémentaires demandés dans le courrier du 30 septembre 2022 et ne portant ni sur le rapport de base ni sur les campagnes de surveillance.</p> <p>A l'occasion de cette transmission, l'exploitant pourra solliciter un délai supplémentaire pour le rendu des éléments relatifs au rapport de base et à la surveillance des eaux souterraines.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois